

BILAN ANNUEL 2001



Ville de Montréal  
Service de police

## Mission

En partenariat avec les institutions, les organismes socio-économiques, les groupes communautaires et les citoyens et citoyennes, le Service s'engage à promouvoir la qualité de vie de tous les citoyens et citoyennes sur le territoire, à favoriser le sentiment de sécurité et à développer un milieu de vie paisible et sûr, dans le respect des droits et libertés garantis par les chartes québécoise et canadienne.

## Valeurs organisationnelles du Service de police

Dans toutes leurs décisions et dans toutes leurs actions à l'endroit des citoyens comme de leurs collègues, tous les membres du Service de police sont guidés par les valeurs suivantes :

### La recherche de l'excellence

Nous recherchons l'excellence dans nos rapports avec les citoyens, dans les services rendus ainsi que dans notre gestion. Nous visons également l'amélioration continue de la qualité dans toutes nos actions.

### L'importance du personnel

Le personnel du Service constitue notre force et notre ressource principale. Nous croyons que la satisfaction des aspirations individuelles et le respect des personnes par leur implication et par la reconnaissance des réalisations sont fondamentaux dans la poursuite de notre mission.

### Le respect des droits et libertés

Pour nous, le respect des droits et libertés des citoyens constitue le principe fondamental qui guide nos relations avec la communauté et avec notre personnel.

### Le professionnalisme

La rigueur, le respect des règlements et la formation continue sont au cœur de l'action du Service. Nous cherchons à donner l'exemple par un comportement qui reflète le respect des lois et qui crée un sentiment de confiance et de crédibilité. La valorisation du travail repose sur le professionnalisme.

## Budget 2001

Le budget 2001 s'élevait à 399 969 000 \$, ce qui représente une augmentation de 10 518 000 \$ par rapport au budget 2000, soit 2,7 %.

## Table des matières

Mission, valeurs organisationnelles, budget 2001	
Mot du directeur	1
Les orientations stratégiques 2001	2
Effectif total du SPCUM	6
Affaires corporatives et dossiers majeurs	8
Les attentats du 11 septembre 2001 : vigilance extrême	10
Planification, orientations stratégiques et budgétaires, recherche et développement	13
Affaires internes	15
Évolution de la criminalité	17
Statistiques annuelles	18
La Direction de la gendarmerie	24
La Direction des enquêtes	28
La Direction du support administratif	32
Conseil de direction au 31 décembre 2001	

## Mot du directeur

Durant l'année 2001, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) a accompli une multitude d'activités conformément à sa mission et à son plan d'action. Parmi celles-ci, certaines ont porté sur la préparation du Service de police en vue d'assurer son nouveau rôle à l'intérieur de la nouvelle Ville de Montréal. C'est ainsi que, au début de l'année 2002, le SPCUM est devenu le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), alors que la Communauté urbaine de Montréal terminait ses opérations.

Cependant, depuis le 11 septembre, les attentats terroristes aux États-Unis ont ébranlé l'ensemble de la population et entraîné dans leurs sillons une période de veille intense sur notre territoire. Nous avons immédiatement ouvert le Centre de commandement et de traitement de l'information en mode veille et procédé à la mise à jour de nos plans en matière de lutte au terrorisme. Au surplus, nous avons focalisé toutes nos énergies pour être fin prêts et adéquatement outillés afin de parer à toute éventualité en matière de terrorisme. Compte tenu de l'importance de ces événements, vous trouverez une section spéciale portant sur l'ensemble des travaux nécessités par le suivi des attentats terroristes.

Afin de faciliter la synergie entre les différents acteurs policiers, les membres de la direction ont apporté leurs contributions à diverses rencontres organisées par l'Association canadienne des chefs de police, les Major Cities Chiefs, l'Association des directeurs de police du Québec, le Service canadien de renseignements criminels et l'École nationale de police du Québec. En outre, des spécialistes de diverses unités rattachées à la direction ont élaboré des recherches, des analyses et des positionnements dans la foulée du projet ministériel de la réforme de la carte policière du Québec, du projet de loi C-24, la Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et application de la loi) et d'autres lois en conséquence et, durant l'automne, du projet de loi C-36, la loi antiterroriste.

Au chapitre de la lutte au crime organisé, le 29 mars, nous avons collaboré avec grand succès à l'opération Printemps 2001 menée sous l'égide de l'Escouade régionale mixte Montréal (ERM Montréal) et composée de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec, du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et de 23 autres services policiers municipaux du Québec. Cette opération nous a permis de déstabiliser la structure des motards criminalisés associés aux Hells Angels de la grande région de Montréal. Nous avons en effet effectué de nombreuses arrestations relativement à des dossiers de meurtres, de complots, de gangstérisme, de trafic de stupéfiants et aux produits de la criminalité.

Dans l'ensemble, cette année, la criminalité est à la baisse. Comparativement à l'année 2000, les infractions au Code criminel ont diminué de 8,4 %, les crimes contre la personne de 9 %, les voies de fait de 9,6 % et les agressions sexuelles de 1,3 %, tandis que les vols qualifiés ont diminué de 4,2 %. Pour ce qui est des introductions par effraction, elles ont connu une baisse de 15,3 %. Quant aux vols de véhicules-moteur, ils ont également diminué de 5,6 %. Toutefois, le nombre d'homicides s'est élevé à 66 comparativement à 49 l'année dernière, alors que la moyenne enregistrée depuis 1980 est de 68 homicides.

Parmi les nombreux services d'ordre mis en place durant la belle période, il importe de mentionner l'intervention policière durant la Conférence de Montréal, qui a précédé le Sommet des Amériques tenu à Québec. Dans le domaine des événements publics, nous avons participé activement, en mars, à la Semaine québécoise contre le racisme, et, en mai, à la Semaine de la police. Le 16 mai,

nous avons inauguré, en présence du ministre de la Sécurité publique, M. Serge Ménard, de la présidente du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, M<sup>me</sup> Vera Danyliuk, et de nombreux dignitaires, notre nouveau quartier général aménagé au 1441, rue Saint-Urbain, en plein cœur de Montréal. Le lendemain, le Service de police était l'hôte du séminaire Intersection, alors qu'en soirée se déroulait la Soirée de reconnaissance de l'excellence et du partenariat.

C'est avec grand plaisir que nous avons pris part, le 5 juin, à la signature du protocole tripartite Communic'Action par le Bureau des substituts du Procureur général, le CLSC du Plateau-Mont-Royal et le Service de police, lors de l'événement soulignant le 15<sup>e</sup> anniversaire du Service d'aide aux victimes de violence conjugale, *Côté Cour*. Au mois de novembre, j'ai accepté l'invitation de l'Association de Montréal pour la déficience intellectuelle (AMDI) de devenir patron honoraire dans le but de favoriser une meilleure connaissance des besoins de cette clientèle auprès des policiers et de la population.

Comme vous pourrez le constater à la lecture des informations contenues dans le présent bilan annuel, sans le dévouement incessant, l'engagement indéfectible et le grand professionnalisme de l'ensemble de notre personnel, il aurait été impossible d'accomplir une telle somme de réalisations avec le niveau de vigilance extrême que les événements du 11 septembre ont exigé de nous tous.

Le directeur du SPVM



Michel Sarrazin





### Les orientations stratégiques 2001

Dans une démarche intégrée, l'ensemble du personnel des directions de la gendarmerie, des enquêtes et du support administratif ainsi que des unités rattachées au bureau du directeur du Service a travaillé à l'accomplissement du plan d'action corporatif, entériné par la Commission de la sécurité publique de la CUM. Voyons les principales réalisations effectuées dans le but de concrétiser chacune des orientations stratégiques corporatives.

#### RENFORCER LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ EN S'ATTAQUANT AUX INCIVILITÉS ET AUX INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION

##### Les incivilités

Dans le cadre d'un projet d'éradication des **graffiti** et des affichages sauvages, en collaboration avec la Ville de Montréal, nous avons mené diverses opérations de nettoyage dans les rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent, et l'avenue du Mont-Royal. Près de 40 000 mètres carrés de mobilier privé et 46 000 mètres carrés de mobilier public ont ainsi été traités, de même que 70 000 affiches enlevées et 35 000 poteaux repeints. En raison de l'étroit suivi effectué, le taux de récidive s'est maintenu à 19%. En outre, le mur de l'immeuble des Sœurs de l'Hôtel-Dieu et l'échangeur Des Pins ont fait l'objet d'un suivi par le PDQ 19. Aussi, cinq murales ont remplacé des graffiti dans le PDQ 37. Au total, nous avons enregistré 889 événements et procédé à 159 arrestations, dont 94 mises en accusation.

Dans le cadre d'une démarche d'enquête visant à faciliter l'identification des auteurs, la Division de l'identification judiciaire a photographié tous les graffiti avant que les fonctionnaires municipaux ne les nettoient. Par conséquent, les enquêteurs ont pu effectuer une recherche comparative des *modus operandi* à partir de 500 photos. Ces efforts nous ont permis de résoudre le problème du tunnel Melrose dans le PDQ 11, de trouver les auteurs et de les citer à comparaître. De plus, on a comptabilisé 185 graffiti, principalement sur les édicules des stations de métro de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM). Un agent de prévention a travaillé en étroite collaboration avec les enquêteurs des quatre centres opérationnels. Dans le milieu scolaire, des enquêteurs de la Division des crimes économiques et de la propriété ont rencontré les étudiants et les étudiantes de plusieurs polyvalentes dans le but de les sensibiliser au respect de la propriété publique et de la propriété privée ainsi qu'aux coûts socio-économiques associés aux actes destructeurs.

Par ailleurs, la **prostitution** a entraîné bon nombre de problèmes occasionnés par les seringues souillées, le trafic de stupéfiants, la violence, le bruit et la sollicitation de résidentes du quartier. Les postes de quartier du centre-ville ont alors mis en place des groupes d'interventions locales pour mener des opérations de sensibilisation et de répression auprès des clients et des prostituées. De plus, nous avons augmenté les opérations auprès des revendeurs de drogues. Dans une perspective de communication publique, les policiers ont également distribué des dépliants de sensibilisation dans les quartiers concernés. En collaboration avec le Comité montréalais sur la prostitution initié par la Ville de Montréal et des organismes communautaires, les agents ont renforcé les liens avec les organismes en vue de participer à la résolution des conflits. Lors des conseils de quartier, les commandants ont informé la population sur les mesures prises.

Entre les mois d'avril et de novembre, nous avons mis sur pied le projet Festival en raison de multiples plaintes sur la sollicitation de rue dans les PDQ 21, 22 et 23. Grâce à l'assistance du module moralité de la Section moralité, alcool et stupéfiants Sud, nous avons procédé à l'identification de 92 personnes liées à la prostitution et de 248 personnes liées à la sollicitation de rue, soit un total de 340 mises en accusation. Ce résultat représente une augmentation de l'ordre de 30% comparativement aux 238 arrestations de l'opération Client, l'an dernier.

#### Les introductions par effraction

À la suite du *Diagnostic des besoins de sécurité de la population du centre-ville de Verdun* plaçant le cambriolage en tête de liste des sujets d'inquiétude des citoyens du secteur, le PDQ 17 a mis en œuvre le projet **Bronze/Argent/Or**. Comparativement à un autre résident, une victime d'introduction par effraction a 12 fois plus de risques de l'être à nouveau. Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration de la DPOSBRD, de la Division de l'identification judiciaire, de la Section prévention et relations communautaires, du module Renseignement tactique Sud, de la Section des communications et de l'organisme Action Surveillance Verdun. Les objectifs consistaient à soutenir la victime, à améliorer le taux de solution des crimes et à en prévenir l'occurrence. L'École de criminologie de l'Université de Montréal est chargée de l'évaluation du programme et de son impact auprès des victimes.

Parallèlement, plusieurs groupes d'interventions sectoriels ont vu le jour afin de combattre les situations les plus problématiques en matière d'introductions par effraction. À titre d'exemple, l'opération Tournevis, mise sur pied conjointement par les enquêteurs de la

Section des enquêtes Nord et le personnel des PDQ 37 et 38, aura facilité l'arrestation de 26 personnes de même que la fermeture de 377 dossiers, la récupération de biens volés d'une valeur de 16 300\$ et une baisse de 35% des introductions par effraction dans ces secteurs. Cette démarche s'est vue couronnée du **Prix toutes catégories** octroyé par le neuvième Séminaire Intersection.

De surcroît, la Division de l'identification judiciaire a poursuivi son soutien direct aux enquêteurs en couvrant 520 scènes de crime reliées aux introductions par effraction. Cette façon de faire assure aux enquêteurs une étude approfondie et contemporaine des *modus operandi* des voleurs. Soulignons également l'excellent travail des patrouilleurs formés à même le projet Mini-trousse, puisqu'ils ont décelé 547 empreintes digitales valides pour fins de recherches comparatives des criminels.

Pour ce qui est des opérations reliées aux brocantes, elles ont fait l'objet d'une attention accrue et les visites des enquêteurs auprès des commerçants ont permis de contribuer à la diminution des introductions par effraction.

#### Les squatteurs

Événement fortement médiatisé, le dossier des squatteurs s'est conclu le 3 octobre 2001 par l'évacuation du Centre Préfontaine, immeuble que la Ville de Montréal avait mis à leur disposition à la suite de leur éviction d'un immeuble de la rue Overdale, qu'ils avaient occupé à partir du 27 juillet. Compte tenu des enjeux en cause, ce dossier a nécessité la collaboration de la Division des affaires juridiques, de la Section prévention et relations avec la communauté, de la Section des communications, de la Section du renseignement, des Directions enquêtes

et gendarmerie ainsi que de plusieurs partenaires concernés. La stratégie mise de l'avant a tenu compte, d'une part, des impacts sur le sentiment de sécurité de la population et la sécurité des occupants, et, d'autre part, du respect du droit de manifester des individus.

#### COMBATTRE ET PRÉVENIR LA CRIMINALITÉ

##### Les gangs de rue

Ce problème a entraîné une recrudescence des crimes de violence, notamment en matière de voies de fait, de menaces et d'intimidation. Le contrôle du territoire pour la vente de stupéfiants et les activités de prostitution demeurant leurs priorités, nous avons lancé plusieurs opérations visant le démantèlement de ces réseaux.

À l'occasion de la rentrée scolaire de septembre, le module coordination et transport en commun s'est mobilisé pour contrer la recrudescence de transactions et de consommations de stupéfiants dans les stations de métro. La STCUM a offert une collaboration immédiate et les agents de métro ont augmenté les heures de patrouille, notamment aux stations les plus problématiques et durant les heures d'affluence à hauts risques.

Grâce à la collaboration de la Section moralité, alcool et stupéfiants Est et des PDQ 39, 40 et 45, le projet Blitz a été mis en place dans le but d'éviter une répétition des vols qualifiés survenus l'été précédent. Onze policiers provenant de ces trois postes, jumelés à des enquêteurs du module gangs de rue, ont effectué des patrouilles afin de dissuader les jeunes à commettre ce type de délits. Cette opération a permis le bon déroulement de la Carifesta tout en diminuant le nombre de vols qualifiés.



Dans le but d'enrayer la criminalité de violence, la Division de l'identification judiciaire a poursuivi le développement du dossier ADN. Au total, on a effectué 591 prélèvements sur les individus condamnés, comparativement à 32 l'année précédente. Cette pratique permettra dorénavant de dépister et de localiser plus rapidement les auteurs de crimes majeurs et les prédateurs sexuels à même une banque de données génétiques des plus utiles.

#### **Priorité Jeunesse**

Au mois de septembre, la Section intervention jeunesse a pris son envol et la direction du Service a tenu une conférence de presse le 17 décembre pour en informer le grand public. Cette réalisation s'est avérée possible grâce à la collaboration des postes de quartier, de la Section intervention jeunesse, de la Section de la prévention et des relations communautaires, des modules gangs de rue, des Sections moralité, alcool, stupéfiants et analyse stratégique et analyse tactique de la Division du renseignement. Ainsi, 79 policiers travaillent dans les quatre centres opérationnels en vue de résoudre les problèmes de graffiti, de gangs de rue et de moralité juvénile, d'agressions sexuelles, de taxage, de toxicomanie, de mendicité et d'itinérance, de disparitions et de fugues.

#### **Les motards criminalisés**

L'opération **Printemps 2001**, menée par l'Escouade régionale mixte Montréal, représente l'aboutissement d'une enquête de longue haleine en vue de mettre en échec les principaux responsables de la guerre entre les gangs dans la grande région de Montréal, soit les Hells Angels, Nomads et les Rockers de Montréal. Le Service de police a joué un rôle majeur dans le développement de cette enquête, tant au sein de cette escouade qu'à titre de premier responsable de la lutte au crime organisé sur le territoire de l'île de Montréal. Le bilan de l'opération s'est chiffré à 140 arrestations, à 125 perquisitions, et à la saisie de 18 propriétés d'une valeur de 3,6 millions \$, de 30 véhicules, de 70 armes à feu, de 120 kg de haschich, de 10 kg de cocaïne, de 8,6 millions \$CAN et de 2,7 millions \$US. Les biens et les sommes d'argent saisis lors des perquisitions par ordonnances de blocage ont été le résultat du travail des enquêteurs spécialisés en produits de la criminalité.

Par la suite, une vague d'incendies criminels survenus à la fin du mois d'août dans des bars du sud-ouest de Montréal a causé un décès et blessé grièvement six personnes. Par conséquent, en vue d'accroître la visibilité policière et de recueillir des informations auprès des propriétaires, on a mis en place l'opération Chaleur. Les PDQ 15 et 18 ont alors reçu le soutien de la Section prévention et relations communautaires, de la Division des incendies criminels, de la Section antigang, de la Division du renseignement, de la Section des communications et des modules moralité, alcool et stupéfiants des quatre centres opérationnels. Les démarches ont mené à l'arrestation en flagrant délit de trois individus liés aux Bandidos, suivie, le 1<sup>er</sup> octobre, de l'arrestation de deux individus également liés aux Bandidos. Le 3 octobre avait lieu au Nouveau-Brunswick l'arrestation, pour tentative de meurtre dans un bar, de huit membres des Bandidos reliés à ces incendies criminels. Le nombre d'arrestations s'est élevé à un total de 22 individus.

#### **CONSOLIDER LE MODÈLE PDQ**

Durant sa deuxième année d'activités, l'équipe de coordination chargée de l'itinéraire du changement – le plan de match de consolidation de la police de quartier sur quatre ans – a analysé les recommandations et dégagé des pistes de solutions dans plusieurs dossiers, dont l'évaluation de la satisfaction de la clientèle sur les services offerts dans les postes de quartier, l'évaluation de la charge de travail dans les unités de soutien dans les centres opérationnels, le sondage sur la satisfaction des employés des postes de quartier sur les enquêtes et les analyses, et vice versa. Les travaux ont aussi porté sur la distribution annuelle des effectifs dans les postes et aux enquêtes, les liens entre les postes de quartier et les enquêtes, et sur la rétention d'expertise.

Mentionnons également l'analyse descriptive et évaluative de la Section sécurité routière, la fusion des groupes tactiques et de l'intervention, le mode de fonctionnement d'unités de soutien telles que la Division de la logistique d'intervention, la Section prévention et relations communautaires et la Section planification opérationnelle. Enfin, l'équipe s'est penchée sur le dossier des agents séniors, la formation adaptée pour les superviseurs et séniors en matière de scènes de crimes, le plan de développement professionnel, l'intégration des données policières et la qualité de la rédaction des rapports.

Chacune des directions du Service a été chargée d'effectuer un suivi rigoureux tout en suscitant des résultats concrets sur le terrain. En mars, nous avons diffusé une édition de *Flash info* sur différentes

#### **FAVORISER LE RAPPROCHEMENT DES ENQUÊTES ET DE LA GENDARMERIE**

Dans cette perspective, les membres des unités d'enquêtes ont consacré temps et énergie afin d'offrir une démarche de coaching appropriée aux patrouilleurs. Alors que les commandants des PDQ reçoivent les résultats d'arrestations, les enquêteurs de crimes généraux informent chaque policier par écrit au sujet des résultats de ces arrestations. On demande également aux enquêteurs d'acheminer aux citoyens les résultats de leurs enquêtes. De plus, les enquêteurs ont visité régulièrement les postes de quartier, atténuant ainsi les difficultés et favorisant la collaboration entre les employés.

#### **SOUTENIR ET DÉVELOPPER NOTRE PERSONNEL**

Divers programmes décrits à la section portant sur les réalisations de la Direction du support administratif ont contribué à offrir du soutien au personnel et de l'assistance à leur développement professionnel. En outre, huit cérémonies ont eu lieu pour la prestation de serment des nouveaux employés, la promotion à divers grades ou fonctions et la remise de médailles de police pour services distingués.

Durant l'année, le directeur du Service, M. Michel Sarrazin, a poursuivi sa tournée sur le terrain en visitant les unités à l'occasion d'un petit déjeuner informel hebdomadaire avec des employés.



Effectif total du SPCUM  
au 31 décembre 2001

Effectif policier

Effectif policier autorisé	4 244*
Effectif policier réel	4 183
Hommes	3 193 (76,3 %)
Femmes	990 (23,7 %)

Grades

Agents	2 983
Sergents	453
Sergents-détectives	516
Lieutenants	39
Lieutenants-détectives	59
Capitaines	1
Capitaines-détectives	2
Commandants	95
Inspecteurs	16
Inspecteurs-chefs	9
Assistants-directeurs	7
Directeurs-adjoints	2
Directeur	1

\* Ce chiffre de 4 244 policiers comprend l'effectif policier autorisé régulier de 4 157 policiers ainsi que les prêts de service pré-retraite et autres projets spéciaux qui se chiffrent à 87 postes.

Effectif civil\*

Effectif civil total	1 220
Accréditation syndicale	
- Cols blancs	570
- Cols bleus	49
- Brigadiers scolaires	521
- Professionnels	14
- Cadres	66
Total	1 220

\* Par « effectif civil », on entend le nombre de postes autorisés. Celui-ci coïncide avec le nombre de postes comblés, puisque tous les postes civils autorisés sont comblés de façon permanente ou temporaire.

Embauche et départs

Embauche des policiers réguliers

Hommes	98 (56 %)
Femmes	77 (44 %)
Autochtones	2 (1,1 %)
Communautés culturelles	8 (4,6 %)
Majoritaires	149 (85,2 %)
Minorités visibles	16 (9,1 %)
Total	175*

\* Ce nombre comprend 18 agents auxiliaires qualifiés à la fonction d'agent de quartier.

Embauche des policiers auxiliaires

Hommes	2 (50 %)
Femmes	2 (50 %)
Autochtones	0
Communautés culturelles	0
Majoritaires	1 (25 %)
Minorités visibles	3 (75 %)
Total	4

Départs

<b>Retraites</b>	<b>Total</b>
Agents	78
Sergents	12
Sergents-détectives	22
Lieutenants	4
Lieutenants-détectives	7
Capitaines	0
Capitaines-détectives	0
Commandants	8
Inspecteurs	0
Inspecteurs-chefs	2
Assistants-directeurs	1
Directeurs-adjoints	0
Total	134

<b>Démissions</b>	
Policiers réguliers	13
Policiers temporaires	6
Policiers auxiliaires	1
Total	20

Radiations de policiers

4

Congédiements

2

Décès policiers

- en service 0

- non en service 3

Répartition des policiers par âge

	20-29	30-39	40-49	50-59	60+	Total
Nbre de policiers	1 104	1 829	915	333	2	4 183

Répartition des policiers par années de service

	0-4	5-9	10-14	15-19	20-24	25-29	30-34	35+	Total
Nbre de policiers	1 256	662	749	696	301	339	165	15	4 183

Effectif policier autorisé et comblé par direction

<b>Direction</b>	<b>Autorisés</b>	<b>Comblés</b>	<b>Vacants</b>
Gendarmerie	3 036	3 003	33
Enquêtes	1 064	1 059	5
Direction	64	63	1
DSA	80	58	22
Total	4 244	4 183	61

Effectif civil autorisé et comblé par direction

<b>Direction</b>	<b>Autorisés</b>	<b>Comblés</b>	<b>Vacants</b>
Gendarmerie	792	792	0
Enquêtes	138	138	0
Direction	61	61	0
DSA	229	229	0
Total	1 220	1 220	0

Effectif total autorisé et comblé par direction

<b>Direction</b>	<b>Autorisés</b>	<b>Comblés</b>	<b>Vacants</b>
Gendarmerie			
- policiers	3 036	3 003	33
- civils	792	792	0
Enquêtes			
- policiers	1 064	1 059	5
- civils	138	138	0
Direction			
- policiers	64	63	1
- civils	61	61	0
DSA			
- policiers	80	58	22
- civils	229	229	0
Total			
- policiers	4 244	4 183	61
- civils	1 220	1 220	0
Total	5 464	5 403	61



## Affaires corporatives et dossiers majeurs

À plusieurs occasions durant l'année, nous avons coordonné diverses études et analyses, notamment pour le Comité de transition dans le cadre de la Loi sur les fusions municipales en vue de faciliter le passage vers la nouvelle Ville de Montréal. Au mois de mars, le Service a déposé un mémoire devant la Commission des institutions du Québec relativement aux enjeux associés au projet ministériel de la réforme de la carte policière du Québec. En juillet, nous avons présenté un rapport de commentaires et de recommandations au ministère de la Sécurité publique relativement au document de consultation sur la politique ministérielle en prévention de la criminalité. En ce qui a trait au problème nouveau des événements « rave », nous avons déterminé le positionnement du Service de police afin de bien encadrer ce type d'événement et d'assurer la sécurité des participants. Dans la foulée du suivi sur les attentats terroristes, nous avons effectué la coordination de l'élaboration de la structure de gestion contre le terrorisme.

En matière de communication de gestion, nous avons organisé des rencontres de cadres, dont les petits déjeuners bimestriels du directeur. Tel que prévu par la loi, nous avons produit le bulletin bimestriel d'information sur l'avancement des travaux, et diverses statistiques opérationnelles et administratives, qui s'intitule: *Évolution*. Enfin, le 6 juin, la direction a déposé le bilan annuel 2000 du SPCUM devant les membres de la Commission de la sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal. Étant donné la fin des services de la CUM le 31 décembre, nous avons organisé une tournée d'adieux dans nos unités pour la présidente du Comité exécutif, M<sup>me</sup> Vera Danyluk. En outre, M<sup>me</sup> Danyluk s'est vue décerner le grade de Directeur honoraire par le directeur du Service, M. Michel Sarrazin, à l'occasion du petit déjeuner des cadres, le 30 novembre.

### Événement tragique

Parmi les nombreux événements majeurs de l'année, nous avons déploré le décès du jeune Michael Kibbe à la suite d'une chute au Centre opérationnel Sud, survenue lors de son arrestation durant la nuit du 7 au 8 février. La Division des affaires corporatives effectue un suivi du dossier et des mesures correctives ont été apportées.

### Transition vers la nouvelle Cour municipale de Montréal

En ce qui a trait à la Division des services aux cours, le comité de transition a mis sur pied en septembre un comité directeur et huit sous-comités afin de planifier et d'organiser la nouvelle Cour municipale de Montréal. En décembre, nous avons reçu le décret du ministre de la Justice indiquant le chef-lieu et 18 autres centres intermédiaires de services qui répondront aux besoins des tribunaux. Le Comité de transition a donné son aval afin que tout nouveau dossier destiné à la Cour municipale de Montréal soit acheminé au chef-lieu à des fins de traitements et ce, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Par conséquent, cette décision augmentera la charge de travail du module liaison de la Cour municipale de Montréal puisque 850 détenus et 4 500 dossiers seront transférés vers la nouvelle Cour.

### Missions extérieures

À la suite de deux tournées d'inspection effectuée par le commandant de la Section missions extérieures et commercialisation des services au Kosovo, du 28 février au 4 mars, et en Bosnie-Herzégovine, du 26 au 28 mars, le Service a procédé à l'assignation de deux superviseurs en Bosnie-Herzégovine et de quatre policiers

au Kosovo pour une durée de neuf mois. Compte tenu de l'amélioration de la situation au Timor oriental, on a également autorisé l'envoi de quatre policiers dans cette région, dont le processus de sélection a débuté au mois de septembre.

### Commercialisation des services

Au cours de sa deuxième année d'existence, le module commercialisation des services policiers a généré un accroissement et une diversification de sa clientèle de même que des revenus à la hausse. Ainsi, divers clients, sociétés et corporations ont bénéficié de l'expertise diversifiée du Service de police, moyennant rétribution. Parmi les services offerts, on retrouve près d'une centaine d'escortes de fardières et de l'assistance à la circulation et à la sécurité de plateaux de tournage, lors de 22 productions cinématographiques échelonnées d'avril à octobre.

De plus, le Service de police a offert à d'autres services de police du Québec des cours de groupe d'intervention à hauts risques, d'analyse et de traitement d'un appel de colis suspect, de mini-trousse de l'identification judiciaire, de filature et de gestion de crise ainsi que divers cours de formation à la carte. Mentionnons également l'assistance policière à des événements « rave » sur le territoire, une nouvelle tendance qui relance le projet de tarification en développement.





#### Les attentats du 11 septembre 2001 : vigilance extrême

Les attentats terroristes survenus aux États-Unis le 11 septembre dernier marqueront l'histoire à jamais. La destruction des deux tours de cent à étages du World Trade Center de New York, d'une partie du Pentagone à Washington par des avions détournés et l'écrasement d'un quatrième avion en direction de Washington ont entraîné la perte de milliers de vies humaines ainsi que des dommages matériels évalués à plusieurs milliards de dollars.

Dans les minutes qui ont suivi les événements, la direction du Service s'est mise en état de veille, 24 heures sur 24, de même que le Centre de commandement et de traitement de l'information. En plus, nous avons pris des mesures immédiates afin d'appuyer le personnel de l'aéroport de Dorval et de protéger certaines infrastructures à haut potentiel de vulnérabilité. Simultanément, nous avons renforcé la patrouille sur l'ensemble du territoire pour augmenter le sentiment de sécurité de certaines communautés en particulier et de la collectivité en général. La Direction de la gendarmerie a mis sur pied un comité de gestion de crise et, à compter du 9 octobre, le directeur du Service a présidé la réunion hebdomadaire du comité de suivi sur le terrorisme qui a pris la relève jusqu'à la fin de l'année. Pour appuyer la direction dans l'analyse de l'environnement, la conseillère aux affaires publiques a effectué une analyse continue de la couverture médiatique sur les actions politiques, techniques, militaires et policières aux États-Unis et au Canada, de même que sur les impacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des événements en cours. La Division des affaires juridiques a émis des avis, notamment sur le pouvoir de réquisition, le pouvoir de fermeture de lieux potentiellement contaminés et le pouvoir d'intervention auprès des victimes. De plus, la DPOBRD a colligé des informations sur la gestion policière du terrorisme.

Tous les efforts déployés depuis 1998 par la mise en place du Comité aviseur antiterrorisme de Montréal (CAAM) ont facilité le développement des méthodes de travail qui nous ont permis de faire face à une vague sans précédent d'appels de produits suspects, et cela, dès l'apparition des premiers cas de la maladie du bacille du charbon aux États-Unis. Près de 2 000 appels ont été dirigés au Service de police par le 9-1-1, du 11 septembre à la fin de décembre et, de ce nombre, seulement neuf cas suspects ont été soumis à des fins d'analyse au laboratoire de la Santé publique du Québec. Tous les résultats ont été négatifs.

Parallèlement, plusieurs membres du Service ont poursuivi en mode accéléré les travaux d'élaboration du Plan québécois de lutte au terrorisme en partenariat avec les intervenants multidisciplinaires et les services policiers du Québec et en liaison avec le programme fédéral de lutte au terrorisme. La structure de gestion qui en a résulté, se caractérise par un mode de **commandement unifié**. Celle-ci vise la convergence des efforts de tous les ministères, organismes et services policiers appelés à faire face à ce type de situations de crise ainsi qu'à la gestion de ses conséquences sur la population en général.

La structure de gestion prévoit la mise en place des moyens nécessaires pour assurer un partage efficace des rôles

et des responsabilités de chacun. Elle vise à encadrer l'intervention sur son territoire d'organismes ou de groupes spéciaux relevant du gouvernement fédéral. Pour rendre ce plan opérationnel, la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal ont convenu d'une structure de gestion divisée en trois trons :

- **Plan de réponse.** Il constitue la riposte opérationnelle à un tel événement.
- **Plan de préparation.** Il structure le cadre administratif applicable à la planification et à la coordination des activités de préparation, par exemple le développement des ressources humaines et le soutien matériel requis.
- **Plan de prévention.** Il constitue le soutien opérationnel au plan de réponse, en matière d'enquêtes, de renseignements et de prévention.

Dans ce contexte, la Section planification opérationnelle a mis sur pied une équipe antiterrorisme en collaboration avec tous les partenaires auparavant regroupés dans le Comité aviseur antiterrorisme Montréal avec les quatre mandats principaux suivants :

- Finaliser l'élaboration de la stratégie d'intervention antiterroriste du Service de police ;
- Rédiger le plan d'intervention antiterroriste ;
- Implanter les solutions trouvées afin d'être aptes à prendre en charge un événement terroriste de nature B-NICE-T, à compter du 15 décembre 2001 ;
- Participer à un comité provincial sur la rédaction du plan de réponse provincial.

On se souviendra que le CAAM a été créé en 1998 à la suite des menaces au sarin à l'intérieur du métro de Montréal. Le comité se composait de certains membres du Service de prévention des incendies de Montréal, de la Corporation d'Urgences-santé, de la Direction de la Santé publique, de la Régie régionale de la santé, des Centres de Sécurité civile de la CUM et du Québec, et du SPCUM, dont l'objectif global consistait à élaborer un plan commun d'intervention sur l'île de Montréal.

La Section prévention et relations communautaires a publié des conseils sur la gestion des colis suspects, et la direction du Service a tenu des rencontres, d'une part, avec les représentants de différentes communautés culturelles en vue de rassurer les citoyens et, d'autre part, avec les employés provenant de certaines communautés. Le 11 septembre, la Section des communications a transmis un état de la situation lors d'un point de presse et, le 18 octobre, le directeur du Service a tenu à rencontrer les représentants de la presse pour confirmer qu'aucune menace sérieuse ne visait Montréal et lancer un appel au calme ainsi qu'informer les initiateurs de fausses alertes de l'aspect nuisible et répréhensible de leurs gestes.

En outre, le module Liaison-sécurité de la Division du renseignement de la Direction des enquêtes a travaillé en partenariat avec la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada, afin de mettre en commun les ressources et l'expertise nécessaires à la création d'une structure de veille continue.



Au total, 610 événements ont fait l'objet d'un retour d'enquête du Service de police. De ce nombre, 13 dossiers ont été classés par une mise en accusation, alors que 105 sont toujours en traitement. Notons que 251 événements reliés à la crainte de la maladie du charbon ont été répertoriés et traités avec toute la rigueur requise. Nous avons terminé l'année avec la volonté de maintenir notre démarche de collaboration face à toute menace émanant d'organisations terroristes pouvant représenter un danger quelconque pour la sécurité des citoyens et des citoyennes.

Localement, les commandants des PDQ ont sensibilisé les dirigeants d'entreprises au besoin d'actualiser et même d'élever leur niveau de sécurité pour être capable de faire face à toute autre éventualité. Pour assurer la communication interne, un bulletin intitulé *L'Antiterrorisme express* a été publié hebdomadairement. De plus, une formation a été offerte aux équipes de commandement et aux agents des unités suivantes : Technique, Tactique, Coaching opérationnel et Planification opérationnelle, de même qu'aux cadres de la Direction de la gendarmerie, de la Direction des enquêtes, de la Division des affaires corporatives et de la Direction du support administratif.

Afin de protéger le Service d'éventuelles attaques et de permettre au personnel de répondre efficacement aux différentes menaces, certaines sections d'approvisionnement de la Direction du support administratif (DSA) ont été interpellées. Comme responsable de la gestion des immeubles, la DSA a procédé à la mise à jour de la liste des endroits vulnérables et elle a dû ajouter à certains sites des éléments de protection accrue tels que des systèmes de contrôle d'accès, des caméras de surveillance, des systèmes d'alarme, etc. Au quartier général, le service de sécurité s'est vu doté d'un appareil de dépistage des colis suspects à rayon X.

Pour assurer la santé et la sécurité du personnel, le Service a procédé à l'achat d'équipements requis pour lutter contre les menaces terroristes qui dépassent largement les normes rattachées au matériel normalement en usage dans un service de police municipal. Les sections uniformes, parc automobile, technologies et le Service des achats de la CUM ont dû faire appel à des spécialistes de la santé, des Forces armées, de l'industrie pétrochimique et des représentants en santé et sécurité afin de créer des devis, d'analyser des échantillons et de fournir aux premiers intervenants le matériel de protection individuel adéquat permettant d'évoluer à l'intérieur des zones de protection de la scène contaminée. Les menaces biologiques et chimiques ont justifié l'achat d'appareils de détection et d'une remorque pour transporter le matériel. Les besoins croissants en protection contre les explosifs ont suscité l'achat d'une nouvelle combinaison. De plus, ces sections ont procédé à l'aménagement d'un fourgon muni de 100 équipements complets pour appuyer l'intervention en produit NBC (Nucléaire/Biologique/Chimique).

En plus d'acquérir du matériel pour une valeur d'environ 350 000 \$, les unités d'approvisionnement de la DSA ont développé de nouvelles alliances avec leurs partenaires dans la lutte ou la réponse aux événements terroristes. La participation de ces gestionnaires dans l'élaboration des stratégies de prévention, de préparation et d'intervention a ouvert la porte au partage des ressources, à la compatibilité des équipements et à l'harmonisation dans l'action.

La Section formation a diffusé des cours de lutte au terrorisme à 1 807 policiers, dont 1 505 agents, 262 sergents, 34 sergents-détectives et 6 lieutenants-détectives. Cette formation a été rendue possible grâce à la participation de 18 policiers formés comme moniteurs. Afin de soutenir les démarches de nos policiers en matière de lutte au terrorisme, nous avons élaboré une grille d'activités de formation avec la collaboration de l'ensemble des unités du Service.

Toutes ces mesures, effectuées en partenariat, nous ont permis de maintenir un haut niveau de services à la collectivité et une meilleure coordination des opérations dans l'éventualité d'un événement comparable ou de tout autre événement majeur qui pourrait survenir sur le territoire ou à l'extérieur de l'île.

### Planification, orientations stratégiques et budgétaires, recherche et développement

La DPOSBRD fournit des études et des conseils aux différentes unités du Service de police dans le but d'éclairer la prise de décision, de favoriser une meilleure gestion et d'améliorer les pratiques policières. Cette année, nous avons entrepris diverses activités en vue d'améliorer la prestation des services policiers offerts à la population du territoire.

#### Études, analyses et consultations corporatives

De plus, nous avons élaboré le Plan d'action corporatif 2002 en vue de l'approbation par le Conseil de direction du Service. Ce plan traduit les priorités corporatives et locales dans le but de promouvoir la qualité de vie des citoyens et des citoyennes en leur offrant les meilleurs services possibles en matière de police de quartier. L'élaboration de ce plan s'appuie, entre autres, sur l'analyse de l'environnement et de ses divers aspects sociodémographiques, juridiques, criminels, etc., qui ont une incidence sur le Service de police. Parallèlement, nous avons élaboré les prévisions budgétaires 2002, que nous avons déposées devant le Comité de transition en vue d'obtenir l'aval de la nouvelle Ville de Montréal.

De surcroît, nous avons produit diverses études d'intérêt corporatif ou à l'intention de diverses unités. Ainsi, nous avons achevé une étude sur les services supplétifs de sécurité publique des municipalités de la CUM afin d'inventorier les activités de ces services et d'analyser leur complémentarité avec ceux du Service de police. En complément à cette étude, nous avons effectué le même genre d'exercice pour les services supplétifs de sécurité publique de la Ville de Montréal. Enfin, nous avons achevé une analyse descriptive et évaluative de la Section de la sécurité routière et de la circulation afin d'évaluer la pertinence des activités de conseil, soutien et coordination de cette unité en fonction du développement de la police de quartier.

#### Soutien à l'intervention policière auprès des communautés culturelles

La DPOSBRD fournit une expertise afin d'améliorer les interventions policières auprès des membres des communautés culturelles. Ainsi, nous avons réédité le *Portrait des communautés culturelles*, devenu une référence dans les cours de techniques policières offerts dans les cégeps. De plus, nous avons collaboré à l'organisation de programmes de formation, de journées de rapprochement et de rencontres afin que les policiers soient sensibilisés aux diverses réalités vécues par les membres des communautés ethniques.

#### Soutien aux postes de quartier

Certaines activités de recherche apportent un éclairage sur les diverses réalités des postes de quartier afin de soutenir les équipes en place dans leurs actions. À cet effet, nous avons mis à jour les profils de quartier pour fournir aux policiers et aux gestionnaires des PDQ une documentation pertinente sur leurs secteurs d'interventions. De plus, nous avons produit des portraits de la dynamique externe de certains postes de quartier—profil sociodémographique, identification des personnes-ressources de la communauté, difficultés particulières, etc.—en vue de faciliter le partenariat et l'implantation d'une approche par résolution de problèmes.

Dans le cadre de l'implantation de la nouvelle Ville de Montréal, la DPOSBRD a préparé et mis à la disposition des diverses unités un recueil de règlements municipaux en vue d'informer les policiers des variations législatives existantes.

#### Analyse des modalités de gestion et développement d'outils

En ce qui a trait au développement d'outils de gestion, nous avons élaboré et inséré des indicateurs additionnels dans le Tableau de bord, permettant aussi le suivi sur les violences conjugales, la criminalité des jeunes et les données relatives au temps de réponse.





Outil de gestion à la fine pointe de la technologie électronique, le Tableau de bord fournit aux gestionnaires une multitude de renseignements mis à jour quotidiennement.

À la suite de l'évaluation des protocoles en matière de violence conjugale et intrafamiliale entre les CLSC et les PDQ, nous avons contribué à l'élaboration d'un plan d'action conjoint entre le Service de police et les services de santé.

#### Résultats et démarches de sondage

Nous avons réalisé trois démarches de sondage auprès des commandants, des superviseurs et des agents des postes de quartier sur la qualité des services concernant les unités de soutien suivantes : sécurité routière et circulation, planification opérationnelle, prévention et relations communautaires. Ces exercices visent à analyser et à évaluer la qualité des services spécialisés et de soutien aux PDQ, et la qualité des relations entre ces intervenants et ceux des PDQ. Lors d'un autre sondage, mené auprès des enquêteurs, des analystes et des agents de renseignement des centres opérationnels, nous avons colligé des informations sur la collaboration entre la gendarmerie et les enquêtes ainsi que sur la qualité des informations recueillies dans les rapports d'événements. Ces démarches évaluatives internes permettent aux sections qui transigent avec l'unité évaluée d'exprimer leur point de vue afin de parfaire la collaboration, au besoin.

#### Éthique

Dans la foulée des recommandations de la Commission Poitras, le Service de police a décidé de mettre l'accent sur les dimensions éthiques de la pratique policière. Pour ce faire, nous avons entrepris une démarche avec l'Institut québécois d'éthique appliquée dans le but de poser un diagnostic sur la situation éthique, de soumettre un plan d'action et de proposer une stratégie de formation.

À la suite de l'entérinement du plan d'action proposé, nous avons mis en place diverses actions telles qu'une formation de trois jours pour les membres de la direction du Service en prise de décision éthique, la réalisation d'un sondage sur les questions éthiques auprès des cadres policiers et civils et la tenue d'une demi-journée de mise en commun avec l'ensemble des cadres, et portant sur les résultats du sondage et la volonté d'entreprendre une démarche organisationnelle.

Afin de prévenir certains problèmes éthiques plutôt que de réagir aux situations devenues problématiques, nous avons prévu un programme novateur en trois volets—SADER I, II et III—qui comprend un système d'assistance aux dilemmes éthiques, un système d'analyse de la déviance et de la récidive, et un système de dépistage des employés à risques.

#### Participation à des colloques et à des groupes de travail externes

- Présentation de l'étude sur les services supplétifs de sécurité publique à l'Association des directeurs de sécurité publique.
- Nomination d'un membre de l'équipe au Centre international de criminologie comparée.
- Animation d'ateliers au colloque *Les objectifs de recherche en matière policière*.
- Présentation d'une recension en matière d'introductions par effraction à Tandem Montréal.
- Communication donnée aux Rencontres nationales du Parti socialiste français.
- Conférence présentée au Colloque international de l'Institut Philippe-Pinel.
- Membre de l'équipe sécurité publique du Comité de transition de la nouvelle Ville de Montréal.
- Participation au comité national de lutte au crime organisé du ministère de la Sécurité publique.

#### Affaires internes

La Division des affaires internes (DAI) est l'unité responsable d'effectuer des enquêtes visant le personnel du Service de police et les vérifications de sécurité pour l'embauche de personnel policier et civil. La DAI se compose de trois unités administratives : la section des enquêtes spéciales, la section des enquêtes internes et le module enquêtes embauche.

En 2001, la Division des affaires internes a reçu 4 205 demandes d'enquête et de vérification. Des 809 demandes d'enquête, 225 concernaient des allégations criminelles (135) et des manquements disciplinaires (90), 572 avaient trait à des enquêtes de réputation pour l'embauche de candidats policiers et de candidats civils et les 12 autres demandes se rapportaient à des recommandations pour décorations méritoires. Quant aux vérifications demandées, elles se composent de 1 731 vérifications de sécurité pour l'accès aux locaux du SPCUM, sur les cadets policiers, les brigadiers scolaires, et de demandes de corps policiers extérieurs. Mille six cent soixante-cinq vérifications d'antécédents disciplinaires ont également été demandées pour des promotions, des fins de probation et des remises de certificats de reconnaissance professionnelle.

#### Enquêtes spéciales

La section enquêtes spéciales est responsable d'enquêter sur toute allégation criminelle contre un membre du personnel du SPCUM. À l'occasion, les enquêteurs de la section peuvent être appelés, à la demande du ministère de la Sécurité publique, à enquêter sur des membres de corps policiers extérieurs.

Au cours de l'année, 97 plaintes criminelles ont été classées par la section des enquêtes spéciales. Les plaintes ont été classées comme suit :

#### Plaintes classées

par les Enquêtes spéciales

9	par mise en accusation
43	sans mise en accusation
18	non fondées
27	inactives

Des 97 plaintes classées, 23 touchent des corps policiers extérieurs à la CUM et se classent comme suit :

#### Plaintes externes classées

par les Enquêtes spéciales

7	par mise en accusation
11	sans mise en accusation
5	non fondées

#### Enquêtes internes

Enquêtes disciplinaires

La section enquêtes internes est responsable d'enquêter sur les allégations de manquement au règlement de discipline interne des policiers de la CUM (règlement 106-1). Les demandes d'enquêtes proviennent des membres du personnel du SPCUM, principalement des superviseurs et des officiers supérieurs.

La section enquêtes internes a classé en 2001, 114 plaintes de nature disciplinaire. Les plaintes ont été classées comme suit :

17	auditions devant un officier de direction
14	auditions devant un Comité de discipline (3 off. de direction)
44	sans mise en accusation
6	article 13 (remarque du directeur dans l'intérêt du public et du policier)
19	article 48-49 (imposition sommaire d'une sanction à la suite d'une reconnaissance de culpabilité par le policier)
14	non fondé ou perte de juridiction

#### Auditions disciplinaires

De janvier à décembre 2001, il y a eu un total de 43 auditions disciplinaires, soit 22 devant un comité de discipline et 21 devant un officier de direction. Il y a eu 144 chefs d'accusation portés contre des policiers du SPCUM et, de ce nombre, un verdict de culpabilité a été rendu pour 127 accusations. Les sanctions imposées ont été réparties comme suit :

46	avertissements
17	réprimandes
62	suspensions totalisant 195 jours de suspensions sans traitement.
2	destitutions (1 policier)

#### Imposition de sanctions selon les articles 48 et 49 du règlement 106-1

Au cours de l'année, il y a eu 20 chefs d'accusation où les policiers ont reconnu leur culpabilité et reçu une sanction imposée par un officier ou un officier de direction, en vertu des articles 48 et 49 du Règlement sur la discipline interne des policiers de la CUM. Les sanctions imposées étaient les suivantes :

7	avertissements
8	réprimandes
5	suspensions totalisant 7 jours de suspensions sans traitement



### Enquêtes embauche

Ce module est responsable d'effectuer les enquêtes de réputation de candidats policiers et civils au sein de notre organisation. De plus, le module enquêtes embauche effectue les enquêtes de sécurité d'employés de firmes externes pour l'accès aux locaux du Service.

Au cours de l'année, 626 enquêtes de réputation et 1 731 vérifications de sécurité ont été classées comme suit :

- 392 enquêtes de réputation pour candidats policiers
- 234 enquêtes de réputation pour candidats civils
- 1 065 vérifications de sécurité pour accès aux locaux
- 235 vérifications de sécurité pour stagiaires
- 285 vérifications de sécurité pour cadets policiers
- 125 vérifications de sécurité pour brigadiers scolaires
- 21 vérifications de sécurité pour corps policiers extérieurs

### Loi 86 – Loi sur la police

Les articles 286, 287 et 288 de la Loi sur la police oblige le Service à informer le ministre de la Sécurité publique de toute allégation relative à une infraction criminelle commise par un policier du Service de police et à l'informer du suivi de l'enquête tous les 45 jours. Pour la période de janvier à décembre 2001, la Division a fait parvenir 74 correspondances de premier avis, 51 de deuxième et 45 rapports finaux.

Afin de se conformer aux exigences de l'article 118 de cette loi, il y a eu 308 policiers qui ont informé le Service qu'ils avaient un deuxième emploi. De ce nombre, quatre cas ont fait l'objet d'une enquête afin de s'assurer qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêt avec la fonction policière. Les résultats de ces enquêtes ont conduit le Service à informer deux policiers de quitter leur second emploi.

### Évolution de la criminalité

Au total, 143 237 infractions au Code criminel ont été rapportées sur le territoire du Service de police, soit une diminution de 8,4% par rapport à l'année 2000. La tendance globale à la baisse de la criminalité s'est maintenue en 2001.

*Le nombre de crimes rapportés a diminué de 34,5% au cours des 10 dernières années et il est le plus faible depuis plus de 20 ans.*

#### LES CRIMES CONTRE LA PERSONNE

Le nombre de crimes contre la personne a diminué de 9%. En dépit de cette baisse, on observe une tendance générale à la hausse depuis quelques années.

*Le nombre de crimes contre la personne enregistré en 2001 est de 12,8% supérieur à ce qu'il était en 1997.*

#### Homicides

Les homicides ont augmenté de 34,7%, passant de 49 en 2000 à 66 en 2001.

*Cependant, le nombre de 66 homicides se situe dans la moyenne enregistrée depuis 1980 sur notre territoire, soit 68 homicides.*

#### Tentatives de meurtre

Le nombre de tentatives de meurtre a diminué de 30,6%, passant de 147 tentatives en 2000 à 102 en 2001.

*Cette diminution fait en sorte qu'il est le moins élevé des 20 dernières années.*

#### Agressions sexuelles

Après une augmentation de 9,5% durant l'année 2000, le nombre d'agressions sexuelles a diminué de 1,3%, passant de 1 500 en 2000 à 1 480 en 2001.

#### Vols qualifiés

Le nombre de vols qualifiés a diminué de 4,2%, passant de 4 648 en 2000 à 4 451 en 2001. Ces délits ont diminué de 14,5% au cours des deux dernières années.

*Il y a maintenant deux fois moins de vols qualifiés qu'il y a 20 ans.*

#### Voies de fait

Les voies de fait ont diminué de 9,6% en 2001, après avoir augmenté de 23,6% en 2000.

En dépit de la baisse enregistrée en 2001, la tendance générale est à la hausse depuis quelques années.

*Le nombre de voies de fait enregistré en 2001, soit 15 849 infractions, est de 23,3% supérieur à ce qu'il était en 1997, soit 12 855 infractions.*

#### LES CRIMES CONTRE LA PROPRIÉTÉ

Les crimes contre la propriété ont diminué de 8,2%, passant de 114 961 en 2000 à 105 566 en 2001.

*Le nombre de crimes contre la propriété a diminué de 40% au cours des 10 dernières années. Notons qu'à l'exception des fraudes, tous les types de crimes contre la propriété ont connu une baisse en 2001.*

#### Crimes d'incendie

Après une augmentation de 29,7% en 2000, les crimes d'incendie ont diminué de 4,4% en 2001, passant de 1 053 en 2000 à 1 007 en 2001.

*Il est à noter que le nombre de crimes d'incendie rapportés cette année est de 20,7% inférieur à ce qu'il était il y a 10 ans.*

#### Introductions par effraction

Pour une quatrième année consécutive, le nombre de cambriolages a diminué. Cette année, la baisse enregistrée est de 15,3%.

À titre comparatif, le nombre d'introductions par effraction était de 43 112 en 1991. C'est donc dire que les 22 850 introductions par effraction enregistrées en 2001 représentent une diminution de 47% depuis 1991.

*Pour une troisième année consécutive, ce sont les cambriolages dans les résidences qui ont connu la diminution la plus marquée, passant de 18 571 en 2000 à 15 496 en 2001, pour une diminution de 16,6%. Ceci fait en sorte que le nombre de cambriolages dans les résidences a diminué de 34,5% au cours des trois dernières années.*

#### Vols de véhicules-moteur

Les vols de véhicules-moteur ont, eux aussi, enregistré une quatrième baisse consécutive. En 2001, la diminution a été de 5,6%, passant de 17 653 en 2000 à 16 659 en 2001.

*Depuis 1997, le nombre de vols de véhicules-moteur a diminué de 22,9% sur le territoire.*

#### Vols simples

Le nombre de vols simples a diminué de 5,5%, passant de 47 007 en 2000 à 44 405 en 2001, et ce, après avoir augmenté de 2,5% en 2000.

*Les vols simples affichent une tendance à la baisse depuis 10 ans et il y a maintenant 40% moins de vols simples qu'il y en avait en 1991.*

#### Fraudes

Les fraudes sont les seuls crimes contre la propriété qui ont augmenté en 2001. La hausse était de 4,7%, passant de 6 246 en 2000 à 6 539 en 2001.

*La tendance à la hausse amorcée au cours des dernières années s'est donc poursuivie et le nombre de fraudes enregistré en 2001 était de 32% supérieur à celui de 1997.*

#### Méfais

Après une augmentation de 8,7% en 2000, les méfaits ont connu une diminution de 11,8% en 2001, passant de 15 426 en 2000 à 13 604 en 2001.

*Le nombre de méfaits enregistré en 2001 était 47,7% moins élevé qu'en 1991.*



Criminalité par centre opérationnel

Centre opérationnel	Ouest	Sud	Nord	Est	Total
<b>Crimes contre la personne</b>					
Homicides	20	20	12	14	66
Autres infractions entraînant la mort	0	1	1	3	5
Tentatives de meurtre	19	37	31	15	102
Agressions sexuelles	265	486	361	368	1 480
Voies de fait	3 628	4 513	4 112	3 596	15 849
Vols qualifiés	736	1 596	1 214	909	4 455
Autres infractions contre la personne	1 648	1 689	1 693	1 802	6 832
<b>Total</b>	<b>6 316</b>	<b>8 342</b>	<b>7 424</b>	<b>6 707</b>	<b>28 789</b>
<b>Crimes contre la propriété</b>					
Crimes d'incendies	206	283	242	276	1 007
Introductions par effraction	5 173	6 555	6 307	4 815	22 850
Vols de véhicules-moteur	3 562	3 581	4 096	5 420	16 659
Vols simples	8 468	17 106	11 177	7 654	44 405
Possessions de biens volés	117	158	104	123	502
Fraudes	1 661	1 834	1 651	1 393	6 539
Méfais	3 210	3 724	3 652	3 018	13 604
<b>Total</b>	<b>22 397</b>	<b>33 241</b>	<b>27 229</b>	<b>22 699</b>	<b>105 566</b>
<b>Autres infractions au Code criminel</b>					
Prostitution	59	300	85	10	454
Infractions relatives aux armes à feu	55	100	56	61	272
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice	1 155	1 784	1 589	1 330	5 858
Autres C.c.	558	636	522	582	2 298
<b>Total</b>	<b>1 827</b>	<b>2 820</b>	<b>2 252</b>	<b>1 983</b>	<b>8 882</b>
<b>Délits et infractions au Code criminel - Total</b>					
	<b>30 540</b>	<b>44 403</b>	<b>36 905</b>	<b>31 389</b>	<b>143 237</b>
Loi sur les aliments et drogues	598	1 193	689	483	2 963
Infractions aux lois fédérales	4	1	1	1	7
Infractions aux lois provinciales	54	25	65	40	184
Règlements municipaux	20	101	92	26	239
<b>Grand total</b>	<b>31 216</b>	<b>45 723</b>	<b>37 752</b>	<b>31 939</b>	<b>146 630</b>

Source: EVSB435T.XLS (02-02-23)

La criminalité

	1997	1998	1999	2000	2001	Variations 2001 / 2000
<b>Crimes contre la personne</b>						
Homicides	49	41	52	49	66	34,7 %
Autres infractions entraînant la mort	3	2	3	5	5	0,0 %
Tentatives de meurtre	116	116	121	147	102	-30,6 %
Agressions sexuelles	1 389	1 380	1 370	1 500	1 480	-1,3 %
Voies de fait	12 855	13 873	14 189	17 535	15 849	-9,6 %
Vols qualifiés	4 855	4 967	5 209	4 648	4 455	-4,2 %
Autres infractions contre la personne	6 258	6 355	6 886	7 764	6 832	-12,0 %
<b>Total</b>	<b>25 525</b>	<b>26 734</b>	<b>27 830</b>	<b>31 648</b>	<b>28 789</b>	<b>-9,0 %</b>
<b>Crimes contre la propriété</b>						
Crimes d'incendies	975	884	812	1 053	1 007	-4,4 %
Introductions par effraction	33 070	32 192	28 582	26 988	22 850	-15,3 %
Vols de véhicules-moteur	21 621	19 881	18 241	17 653	16 659	-5,6 %
Vols simples	53 691	49 971	45 858	47 007	44 405	-5,5 %
Possessions de biens volés	469	549	546	588	502	-14,6 %
Fraudes	4 955	5 583	5 888	6 246	6 539	4,7 %
Méfais	16 221	15 012	14 192	15 426	13 604	-11,8 %
<b>Total</b>	<b>131 002</b>	<b>124 072</b>	<b>114 119</b>	<b>114 961</b>	<b>105 566</b>	<b>-8,2 %</b>
<b>Autres infractions au Code criminel</b>						
Prostitution	650	620	508	597	454	-24,0 %
Infractions relatives aux armes à feu	251	268	256	317	272	-14,2 %
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice	4 188	4 030	4 834	5 784	5 858	1,3 %
Autres C.c.	4 080	3 203	2 631	3 119	2 298	-26,3 %
<b>Total</b>	<b>9 169</b>	<b>8 121</b>	<b>8 229</b>	<b>9 817</b>	<b>8 882</b>	<b>-9,5 %</b>
<b>Total des délits et des infractions au Code criminel</b>						
	<b>165 696</b>	<b>158 927</b>	<b>150 178</b>	<b>156 426</b>	<b>143 237</b>	<b>-8,4 %</b>
Loi sur les aliments et drogues	2 073	3 048	2 672	3 019	2 963	-1,9 %
Infractions aux lois fédérales	9	8	10	33	7	-78,8 %
Infractions aux lois provinciales	736	387	585	565	184	-67,4 %
Règlements municipaux	84	158	117	106	239	125,5 %
<b>Grand total</b>	<b>168 598</b>	<b>162 528</b>	<b>153 562</b>	<b>160 149</b>	<b>146 630</b>	<b>-8,4 %</b>

Source: EVSB435T.XLS (02-02-23)

Criminalité adulte et délinquance juvénile

	2000			2001		
	Adultes accusés	Juveniles accusés	Traités hors-cour	Adultes accusés	Juveniles accusés	Traités hors-cour
<b>Crimes contre la personne</b>						
Homicides	29	1		72	1	
Autres infractions entraînant la mort	1			2		
Tentatives de meurtre	88	9		50	5	
Agressions sexuelles	183	24	27	151	20	20
Voies de fait	6 982	814	864	7 117	626	668
Vols qualifiés	799	235	148	709	216	69
Autres infractions contre la personne	1 987	146	321	2 089	150	250
<b>Crimes contre la propriété</b>						
Crimes d'incendies	30	7	64	28	11	28
Introductions par effraction	1 170	193	154	873	139	135
Vols de véhicules-moteur	594	114	37	355	75	38
Vols simples	4 386	655	631	3 817	569	451
Possessions de biens volés	268	29	8	164	14	10
Fraudes	911	36	39	593	27	29
Méfais	847	252	338	457	186	239
<b>Autres infractions au Code criminel</b>						
Prostitution	476	4		246		1
Infractions relatives aux armes à feu	161	18	11	119	16	8
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice	3 187	410	18	2 677	289	9
Autres C.c.	453	26	66	379	19	52
<b>Délits et infractions au Code criminel - Total</b>						
	<b>22 552</b>	<b>2 973</b>	<b>2 726</b>	<b>19 898</b>	<b>2 363</b>	<b>2 007</b>
Loi sur les aliments et drogues	1 885	335	41	1 452	317	25
Infractions aux lois fédérales	7	5	1	163		
Infractions aux lois provinciales	417	16	1	261	15	
Règlements municipaux	44	9			125	26
<b>Grand Total</b>	<b>24 905</b>	<b>3 338</b>	<b>2 769</b>	<b>21 899</b>	<b>2 721</b>	<b>2 032</b>

Source: EVSB435T.XLS (02-02-23)

Sécurité routière et réglementation de la circulation

	1997	1998	1999	2000	2001	Variations 2001 / 2000
<b>Conduite dangereuse</b>						
d'un véhicule automobile, causant la mort	1	0	2	2	0	-100,0
d'un véhicule automobile, causant des lésions corporelles	3	3	5	6	7	16,7
d'un véhicule automobile	28	35	47	135	85	-37,0
<b>Délits de fuite</b>	<b>15 303</b>	<b>4 871</b>	<b>19 279</b>	<b>21 789</b>	<b>19 629</b>	<b>-9,9</b>
Code criminel	15 303	4 871	352	848	277	-67,3
Code de la sécurité routière	n.d.	n.d.	18 927	20 941	19 352	-7,6
<b>Capacités de conduite affaiblies</b>						
conduite avec facultés affaiblies	1 903	1 669	2 871	2 953	2 748	-6,9
d'un véhicule automobile causant la mort	1 859	1 626	2 837	2 909	2 704	-7,0
causant des lésions corporelles	3	1	1	1	5	400,0
<b>Conduite d'un véhicule routier pendant une interdiction</b>	<b>113</b>	<b>71</b>	<b>105</b>	<b>99</b>	<b>101</b>	<b>2,0</b>
Code criminel	113	71	105	99	101	2,0

Source: EVSB435T.XLS (02-02-23) et Registre d'événement: liste EVRB195P



Évolution de la criminalité par mois

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
<b>Crimes contre la personne</b>													
Homicides	4	3	5	5	10	7	4	6	11	4	3	4	66
Autres infractions entraînant la mort	1	0	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	5
Tentatives de meurtre	7	5	7	10	11	8	10	10	9	4	9	12	102
Agressions sexuelles	96	76	122	109	142	161	131	137	158	142	117	89	1 480
Voies de fait	1 199	1 102	1 301	1 364	1 486	1 492	1 442	1 394	1 327	1 278	1 207	1 257	15 849
Vols qualifiés	377	312	344	402	351	285	330	390	308	468	481	407	4 455
Autres infractions contre la personne	519	485	598	541	627	616	600	615	655	535	575	466	6 832
<b>Total</b>	<b>2 203</b>	<b>1 983</b>	<b>2 378</b>	<b>2 431</b>	<b>2 627</b>	<b>2 569</b>	<b>2 518</b>	<b>2 554</b>	<b>2 468</b>	<b>2 431</b>	<b>2 392</b>	<b>2 235</b>	<b>28 789</b>
<b>Crimes contre la propriété</b>													
Crimes d'incendies	55	48	52	112	116	89	93	96	94	84	96	72	1 007
Introductions par effraction	2 021	1 581	1 882	1 766	1 776	1 802	2 058	2 030	2 154	2 063	1 861	1 856	22 850
Vols de véhicules-moteur	1 326	1 231	1 452	1 425	1 310	1 302	1 466	1 500	1 501	1 533	1 430	1 183	16 659
Vols simples	2 938	2 577	3 231	3 549	3 832	3 830	4 517	4 446	4 278	4 318	3 782	3 107	44 405
Possessions de biens volés	36	24	38	49	71	46	36	44	52	44	25	37	502
Fraudes	468	449	537	438	513	656	619	614	571	598	619	457	6 539
Méfais	791	751	1 034	1 397	1 366	1 298	1 251	1 192	1 245	1 251	1 080	948	13 604
<b>Total</b>	<b>7 635</b>	<b>6 661</b>	<b>8 226</b>	<b>8 736</b>	<b>8 984</b>	<b>9 023</b>	<b>10 040</b>	<b>9 922</b>	<b>9 895</b>	<b>9 891</b>	<b>8 893</b>	<b>7 660</b>	<b>105 566</b>
<b>Autres infractions au Code criminel</b>													
Prostitution	10	25	14	13	92	72	82	40	14	44	35	13	454
Infractions relatives aux armes à feu	23	22	24	18	23	21	29	29	25	23	20	15	272
Infractions contre l'administration de la loi et de la justice	500	435	497	539	512	510	500	473	504	545	421	422	5 858
Autres C.c.	150	139	192	173	211	240	190	164	215	224	208	192	2 298
<b>Total</b>	<b>683</b>	<b>621</b>	<b>727</b>	<b>743</b>	<b>838</b>	<b>843</b>	<b>801</b>	<b>706</b>	<b>758</b>	<b>836</b>	<b>684</b>	<b>642</b>	<b>8 882</b>
<b>Délits et infractions au Code criminel – Total</b>													
Loi sur les aliments et drogues	274	244	243	291	264	232	237	231	235	282	225	205	2 963
Infractions aux lois fédérales	0	1	0	1	0	0	0	0	1	2	1	1	7
Infractions aux lois provinciales	24	19	25	12	17	13	28	4	7	16	10	9	184
Règlements municipaux	6	6	8	20	29	39	22	22	27	38	7	15	239
<b>Autres lois et règlements – Total</b>	<b>304</b>	<b>270</b>	<b>276</b>	<b>324</b>	<b>310</b>	<b>284</b>	<b>287</b>	<b>257</b>	<b>270</b>	<b>338</b>	<b>243</b>	<b>230</b>	<b>3 393</b>
<b>Grand Total</b>	<b>10 825</b>	<b>9 535</b>	<b>11 607</b>	<b>12 234</b>	<b>12 759</b>	<b>12 719</b>	<b>13 646</b>	<b>13 439</b>	<b>13 391</b>	<b>13 496</b>	<b>12 212</b>	<b>10 767</b>	<b>146 630</b>

Source : EVS843ST.XLS (02-02-23)





### La Direction de la gendarmerie

#### Améliorer le service à la clientèle sur la route

La sécurité routière et la fluidité de la circulation ont été établies comme une priorité organisationnelle qui contribue à renforcer le sentiment de sécurité et à améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes. De façon à mieux comprendre les objectifs corporatifs en matière de sécurité routière, des journées thématiques ont été offertes aux commandants. À la suite de ces journées, des plans d'action locaux ont été développés pour intervenir sur les difficultés locales en matière de sécurité routière. Depuis, on note une augmentation des opérations et de l'émission des constats d'infractions en matière de sécurité routière, ce qui a permis d'augmenter le sentiment de sécurité et de diminuer de 68 % le nombre de victimes de la route, soit 57 personnes en 2000 comparativement à 39 personnes en 2001.

Dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes et d'accroître le sentiment de sécurité des usagers de la route, la Section sécurité routière et circulation a développé des moyens d'amélioration de la fluidité de la circulation. Des outils ont été développés, de sorte que les postes de quartier puissent travailler en collaboration lorsque surviennent des problèmes d'envergure. À titre d'exemple, un plan de mobilisation en matière de circulation a été approuvé pour pallier tout problème ponctuel, afin de minimiser les impacts sur la fluidité du réseau routier. Un partenariat avec

CFGL, Radio-Canada, CJAD-CJFM, 690 A.M. permet de tenir les policiers informés de tous les problèmes de circulation et ainsi informer les intervenants concernés et les usagers. Finalement, on a mis en place un service de remorquage rapide et un réseau d'informations qui offre l'avantage de colliger rapidement les informations relatives aux problèmes ponctuels du réseau routier. Notons que la participation de chroniqueurs de circulation permet la mise en place de correctifs appropriés.

#### Prévention de la criminalité

En février 2001, la Section prévention et relations communautaires lançait l'idée d'organiser deux journées de réflexion sur le thème de la prévention de la criminalité. Plus précisément, la Direction et les élus désiraient clarifier le rôle et la responsabilité de l'agent sociocommunitaire à l'égard des activités à caractère social. Ainsi, les 29 mars et 4 octobre 2001, les commandants de la Direction de la gendarmerie ont apporté leurs commentaires et réflexions afin de faciliter une appropriation commune de la prévention de la criminalité dans le cadre de la police de quartier.

L'intérêt de tous les participants a amené les commandants et responsables d'unités à poursuivre la réflexion dans leurs équipes de direction locale, afin de dégager un vocabulaire commun quant à la nature de l'engagement social, à son apport organisationnel et aux attentes de la population. En bout de piste, nous avons clarifié les champs de compétences qui relèvent de notre rôle en matière de prévention de la criminalité. Lors de la rétroaction, le besoin a été clairement établi de définir une position corporative à ce sujet. De concert avec la SPRC et la DPOSBRD, nous avons élaboré une définition des concepts reliés à la prévention de la criminalité qui a été déposée au Conseil de direction de la gendarmerie en vue d'élaborer un plan d'action.



### Les données opérationnelles

Le traitement des appels de service à la Division de la logistique d'intervention

En 2001, le personnel de la Division de la logistique a traité 825 067 appels de service, dont 448 665 appels urgents, 189 158 non urgents et 187 244 appels logés au 280-2222, la ligne téléphonique réservée aux appels ne nécessitant pas une intervention policière immédiate.

Le temps moyen de réponse à un appel urgent (code de priorité 1) par les patrouilleurs du Service a été de 5,8 minutes en 2001, soit une diminution de 0,4 minute par rapport à 2000.

Voici la répartition pour les cinq dernières années.

Année	1997	1998	1999	2000	2001
Moyenne globale	9,4 min.	7,5 min.	6,4 min.	6,2 min.	5,8 min.

### Appels pour colis suspects et les désamorçages

En 2001, le Service de police a reçu 32 appels pour colis suspects dont 14 ont entraîné un désamorçage, sans aucune explosion. À titre informatif, le tableau ci-dessous illustre l'évolution des cinq dernières années en la matière.

Année	Nombre d'appels pour colis suspects	Désamorçages	Explosions
2001	32	14	0
2000	69	25	4
1999	103	42	3
1998	108	42	5
1997	139	n.d.	5

### Bilan des coups de feu en 2001

Au cours de l'année 2001, il y a eu 10 incidents où 21 coups de feu (dont l'enquête est terminée) ont été tirés par des policiers.

Nombre d'incidents	Nombre de coups	Type ou raison du coup	Dispositions de l'enquête
3	3	Coup de feu involontaire lors des manipulations	Retrait des armes dangereuses et formation des policiers impliqués
5	17	Contre animal blessé	Destruction de l'animal malade ou dangereux
1	1	Suspect de vol qualifié	Suspect arrêté et prise d'otage
1	n.d.	Policier impliqué dans une fusillade lors d'un vol de banque	Politique ministérielle non complétée, événement sous enquête par la Sûreté du Québec

À trois occasions, des policiers ont tiré des coups de feu involontaires, dont deux en dégainant l'arme de service et un lors de la manipulation d'un modèle AK-47 qui a été remis depuis. Dans les deux autres cas, les policiers ont été formés dans les salles de tir pour améliorer leur maniement de l'arme.

Dans cinq occasions, les policiers se sont servis de leur arme pour abattre des chevreuils blessés ou des animaux dangereux sur le territoire.

Un coup de feu a atteint un suspect lors d'un vol qualifié et d'une prise d'otage, permettant ainsi l'arrestation du suspect.

Un dernier incident impliquant un agent du PDQ 20 est toujours sous enquête.



### Services d'ordre et manifestations

Un service d'ordre a pour but de permettre à la population d'assister ou de participer en toute sécurité à un événement socioculturel, sportif ou autre. En 2001, la Direction de la gendarmerie, par le biais de la Section planification opérationnelle, a coordonné 816 services d'ordre. Parmi les services d'ordre à grand déploiement, on retrouve la Conférence de Montréal avec 300 policiers et les festivités de la Saint-Jean-Baptiste avec la participation de 1 025 policiers, les 23 et 24 juin. Le 8 juillet, la Carifesta a attiré environ 60 000 personnes et, le 5 août, la parade Divers/Cité a intéressé près de un demi-million de personnes, cette dernière a nécessité la participation de 175 policiers.

### Utilisation du capsicum

Année	1999	2000	2001
Utilisations	323	213	159
Utilisations injustifiées	13	7	4

Au cours des deux dernières années, soit depuis la mise en place des recommandations du groupe de travail sur l'utilisation de la force au Service, nous avons enregistré une baisse de 49 % du nombre d'utilisations du capsicum. De plus, cette démarche a permis de diminuer le nombre de cas non justifiés. Il va s'en dire que la sensibilisation, la formation et la responsabilisation des superviseurs des PDQ ont contribué à cette nette amélioration.

### Poursuites automobiles

Durant l'année, 142 poursuites sont survenues sur le territoire, dont 122 poursuites ont été justifiées par les commandants. Vingt-cinq poursuites ont été abandonnées par les patrouilleurs et 20 annulées en cours de route par le superviseur en fonction. Les 20 cas qui restent sont en étude.

Ces poursuites ont occasionné 73 accidents et blessé 3 fuyards. Lors de ces événements, 11 citoyens et 3 policiers ont été blessés légèrement.

### Poursuites automobiles

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de poursuites	38	38	32	66	138	122	142
Nombre de suspects tués	0	0	2	0	0	0	0
Nombre de suspects blessés	7	8	8	12	16	12	3
Nombre de policiers tués	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de policiers blessés	5	4	2	4	6	6	3
Nombre de citoyens tués						0	0
Nombre de citoyens blessés					6	3	11
Accidents- véhicules du Service	15	12	15	19	33	15	18



### La Direction des enquêtes

De nombreuses opérations ont vu le jour au sein des unités d'enquêtes du Service dans le but de renforcer le sentiment de sécurité chez les citoyens et les citoyennes. Il suffit de penser, par exemple, aux interventions reliées à la vente de stupéfiants dans les écoles, aux opérations visant à contrer les actions des gangs de rue et du crime organisé ainsi qu'aux opérations menées par les sections moralité, alcool et stupéfiants des centres opérationnels relativement à la pornographie juvénile.

#### Crimes majeurs

##### Homicides

Sur le territoire de la CUM, 66 homicides ont été commis comparativement à 49 en 2000. Il s'agit d'une hausse de 26 % par rapport à l'an dernier.

Les enquêteurs ont résolu 40 cas de l'année en cours et 14 provenant d'années antérieures, ce qui a porté notre taux de réussite à 82 % comparativement à la moyenne de la dernière décennie, soit 65,7 %. Dans ces dossiers, des accusations ont été portées contre 59 personnes : 49 accusations de meurtre au premier degré, 6 de meurtre au deuxième degré et 4 accusations d'homicide involontaire. Parmi les circonstances, on relève 18 % de drames familiaux, passionnels et conjugaux, 29 % de règlements de comptes entre différents groupes reliés aux guerres de gangs et de motards, et 20 % reliés à des querelles, des disputes et des altercations.

##### Vols qualifiés - Institutions financières et maisons de change

La Section vols qualifiés a traité 281 dossiers, dont 74 % concernaient des vols qualifiés commis dans des institutions financières et des maisons de change. Les autres enquêtes ont porté sur différents types d'événements : attaques de transporteurs, personnes barricadées, prises d'otages, enlèvements, etc.

Le nombre de vols qualifiés est passé de 348 en 2000 à 207 en 2001, soit une diminution de 40 %. Cette baisse est attribuable principalement aux facteurs suivants. Le travail par concentration s'est avéré très efficace, car un certain nombre de sujets arrêtés commettaient des vols en série. Aussi, les suspects obtiennent généralement des montants d'argent beaucoup plus importants en commettant moins de vols pour parvenir à leurs fins. Finalement, le suivi des dossiers de cour des prévenus au regard du respect de leurs conditions de remise en liberté effectué par nos enquêteurs a joué un rôle très important dans cette baisse.

##### Agressions sexuelles

Parmi les 1 687 dossiers traités durant l'année, on retrouve 1 496 dossiers concernant 1 571 victimes, 74 dossiers provenant d'années antérieures ; 94 enquêtes sur des informations provenant de partenaires et de citoyens relativement à des agresseurs potentiels et 23 assistances à divers services de police extérieurs. Il appert que 64,4 % des victimes connaissaient leur agresseur alors que 49 % étaient mineures.

Depuis septembre 2001, nous participons à l'Entente multisectorielle du ministère de la Sécurité publique relativement aux enfants victimes d'abus sexuels ou de mauvais traitements physiques. Cette entente encadre les divers intervenants sociojudiciaires dans le but d'assurer une réponse adéquate, continue et coordonnée aux besoins d'aide et de protection de l'enfant. Afin d'offrir une rigueur de gestion appropriée, chacun des superviseurs des enquêtes supervise personnellement toute opération impliquant la surveillance physique et assure le réseautage entre l'unité d'enquête et le PDQ concerné ainsi qu'avec les organismes extérieurs.

En collaboration étroite avec la Section information policière, nous avons entrepris la restructuration des banques d'information sur les délits à caractère sexuel. Un nouveau code de nature, créé pour la classification des rapports sur les informations à enquêter, a permis d'en faciliter la cueillette, la transmission et l'affectation. Également, de nouveaux indices analytiques ont été implantés afin de mieux sélectionner et cerner les contextes des crimes sexuels. Nous visons ainsi une meilleure analyse tactique afin de mieux comparer les assauts sexuels et les autres délits à caractère sexuel dans nos quartiers.

##### Crimes contre la propriété

Les crimes d'incendie ont diminué de 1 120 événements en 2000 à 972 en 2001, soit une baisse de 13 %, et 131 personnes ont été arrêtées pour incendies criminels, comparativement à 190 en 2000, une diminution de 31 %. Comparativement aux années antérieures, nous avons enquêté sur 10 % plus d'événements d'incendies criminels reliés aux bandes de motards criminalisés, dans le cadre de l'opération Chaleur.

#### Crime organisé

##### Produits de la criminalité

Nous avons saisi près de 6 250 000 \$ en espèces. Le traitement de divers dossiers nous a permis de confisquer environ 4,5 millions de dollars en espèces, dont 4 millions proviennent du projet À venir, qui vise les activités du prêt usuraire relié aux motards criminalisés. De plus, 34 des 65 véhicules saisis sur le territoire ont été confisqués par l'État.



#### **ACCES— Action concertée contre l'économie souterraine**

Le projet ACCES comprend deux catégories distinctes : les inspections systématiques d'endroits licenciés et les enquêtes concernant la contrebande du tabac et de l'alcool. Pour ce qui est des inspections systématiques, les enquêteurs ont effectué 1 514 visites et trouvé 207 établissements en infraction, soit 13,7% des établissements visités. De plus, ils ont porté 512 accusations relatives à la Loi sur les infractions en matière de boissons alcoolisées et des appareils de jeux illégaux, et ils ont saisi 6 464 contenants et 3 870 litres d'alcool. Quant aux enquêtes de tabac et d'alcool, nous avons ouvert 59 dossiers, dont 40 ont été classés. Cette année, 148 personnes ont été accusées, totalisant 354 accusations en vertu de la loi citée ci-dessus et du Code criminel. Les saisies s'élevaient à 723 cartouches de cigarettes, 637 sacs de tabac, 13 276 contenants et 2 493 litres d'alcool, 18 355 \$ en espèces, 1 véhicule et 158 appareils de jeux illégaux.

#### **Infiltrations**

Les 800 demandes de collaboration et d'assistance ont généré 934 interventions de la part des agents d'infiltration sur le territoire.

#### **Stupéfiants**

En plus de voir à la gestion et à la destruction des différentes drogues saisies par nos unités ainsi qu'à la disposition du matériel saisi, 2 963 événements criminels se sont soldés par 4 600 accusations devant les tribunaux pour possession simple de stupéfiants à des fins de trafic.

#### **Antigang**

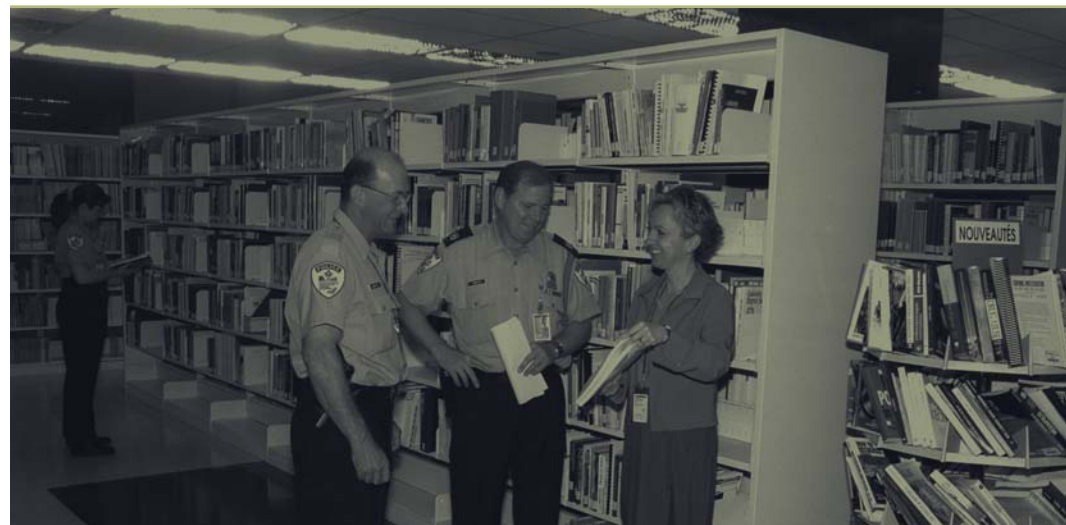
Le module antigang a ouvert 252 dossiers dont 136 ont été classés. Les enquêteurs ont effectué 126 arrestations et 83 perquisitions. Le projet Système II, en collaboration avec la GRC, a permis l'arrestation d'un important importateur de haschisch et de saisir 3 120 kilos dans 2 conteneurs en provenance de l'Asie. Le projet Staircase II, qui touchait les motards criminalisés, a permis, et ce, en partenariat avec la Section des incendies criminels, l'arrestation de 12 individus reliés au groupe de motards Bandidos impliqués dans une vague de 30 incendies criminels.

#### **Identifications judiciaires**

En soutien aux différents groupes d'enquêteurs, les agents d'identification judiciaire ont couvert 8 789 éléments de scènes de crime, dont 1 987 sont reliés à des crimes majeurs et 1 041 à des identifications positives de suspects d'introduction par effraction, en collaboration avec le module AFIS (Automated Fingerprint Identification System). Les 5 761 autres éléments proviennent de pièces à conviction, de prélèvements d'ADN et de photographies de blessures de victimes. En effet, la Division de l'identification judiciaire assure l'application et la coordination de la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques (ADN).

#### **Fraudes**

Nous avons procédé à l'enregistrement de 7 104 événements de fraude comparativement à 6 407 en 2000, ce qui représente une augmentation de 10,9%. Les enquêteurs ont travaillé auprès de 6 réseaux de fraudeurs et réalisé 872 arrestations comparativement à 839 pour 2000, soit une hausse de 3,9%. Le taux de réussite a connu également une hausse, soit 36,8% contre 32,2% l'an dernier. Parmi les types de fraudes à la hausse, on remarque principalement les fraudes par cartes de crédit et de débit, de même que l'utilisation de faux billets. La nouvelle technologie servant à copier les cartes de crédit et de débit a fait en sorte que ce type de fraudes s'est accru de 12,9%, alors qu'en matière de contrefaçon la hausse s'élève à 18,4%. Quant aux fraudes par chèques, nous avons noté une baisse de 19,6%.



### La Direction du support administratif

Tout au long de l'année, le personnel de la Direction du support administratif a effectué de nombreuses réalisations dans les divers secteurs d'activités qui suivent.

#### Santé et sécurité

Le module santé et sécurité au travail a procédé à la formation de tous les cadres et de représentants syndicaux afin d'implanter des équipes locales en santé et sécurité au travail dans toutes les unités du Service. En septembre, la première phase de vaccination contre l'hépatite B a débuté et environ 550 policiers et policières ont reçu le vaccin.

#### Ressources humaines

La Division des ressources humaines a poursuivi sa stratégie globale des ressources humaines, intitulée *Des ressources humaines en mouvement et en réseau*, par la mise en place de différents programmes et activités. Ainsi, nous avons fait l'acquisition d'un système informatique appelé SIGAL, qui sera l'outil de base du Plan de développement professionnel mis à la disponibilité du personnel policier. Plusieurs étapes préparatoires ont été franchies dans la mise en place de ce programme pour en arriver à l'implantation d'un projet pilote au premier trimestre 2002.

En ce qui concerne le personnel civil, nous avons développé un guide sur la gestion des brigadiers scolaires posant des problèmes, en plus d'avoir fourni un soutien individuel aux gestionnaires aux prises avec des employés difficiles. Afin d'optimiser la sélection d'employés de bureau et de brigadiers scolaires, nous avons effectué une révision des examens de sélection.

#### Programme d'aide aux policiers et aux policières

Les psychologues rattachés à ce programme ont travaillé à la gestion d'une centaine de situations de crise et ils ont effectué près de 2 000 entrevues cliniques pour venir en aide au personnel policier. En outre, la Section commercialisation des services a conclu avec la Gendarmerie royale du Canada une entente de vente du programme de prévention du suicide du Service.



#### Programme d'accès à l'égalité

Le 23 novembre, le Service de police s'est vu honoré du **Prix québécois de la citoyenneté 2001** dans la catégorie entreprise. Ce prix est un gage de reconnaissance en matière d'accès à l'égalité en emploi par nos groupes cibles. En effet, depuis 10 ans, 513 femmes, 113 membres des minorités visibles, 199 membres de communautés ethno-culturelles et 11 personnes d'origine autochtone ont choisi le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal pour entreprendre leur carrière policière.

#### Sélection et évaluation

En raison de certains problèmes de recrutement rencontrés durant cette dernière décennie, le Service a intensifié ses efforts en effectuant des tournées dans les cégeps et à l'École nationale de police du Québec, en participant à bon nombre de journées portes ouvertes et de kiosques de recrutement dans des salons, organismes et activités multiculturelles ainsi que par la parution d'offres d'emploi dans les journaux. Ces efforts ont permis au Service de police de maintenir son taux moyen de postes vacants à moins de 0,03 %, un taux inférieur à celui connu antérieurement.

#### Formation

En conformité avec la Loi sur la police, la Section formation a déposé auprès du ministère de la Sécurité publique le Plan de formation 2001 accompagné du bilan de formation 2000. Dans le cadre du Plan de développement professionnel, nous avons mené des analyses de besoins en vue de déterminer les actions à entreprendre dans la gendarmerie et les enquêtes pour l'année 2002. De plus, le personnel de cette section a conçu le cours de formation associée à la création de la nouvelle Section intervention jeunesse. En décembre, deux formations pilotes, portant sur la Loi de la protection de la jeunesse et sur la Loi sur les jeunes contrevenants ont été données à 2 groupes de 30 policiers. Enfin, nous avons conçu le cours de formation donnant suite à la fusion du groupe tactique et de l'intervention.

La Section formation a offert aux policiers et aux policières 11 530 jours/personne de formation, et ce, autant dans le cadre de la formation à la carte que du perfectionnement de services offert aux sergents, aux sergents-détectives, aux superviseurs, aux recrues, etc. En outre, nous avons répondu à 1 098 demandes de remboursement de frais de scolarité, ce qui représente une somme de 272 600 \$ pour la formation *extra-muros*.

#### Ressources matérielles

##### Aménagement et bâtiments

L'année 2001 représente l'année du grand déménagement de diverses unités au nouveau quartier général situé au 1441, rue Saint-Urbain, un concept à aires ouvertes. Conséquemment, plusieurs sections de la Direction du support administratif ont conjugué leurs qualités de planification et de coordination afin de rendre possible ce déménagement en temps opportun. Divers autres services tels que la sécurité et le service de repas, ainsi que les salles de bureautique ont été mis en place. Nous avons également coordonné l'installation de 70 consoles, de l'équipement informatique et du système de mosaïque d'écrans VIGIE au Centre de commandement et de traitement de l'information. Par ailleurs, nous avons revu les aménagements dans les centres opérationnels afin d'y recevoir les groupes d'interventions à la suite de la fusion des groupes tactique et de l'intervention.

##### Parc automobile

En plus d'acquiescer et de mettre en service environ 150 véhicules, la Section parc automobile, conjointement avec les Directions des enquêtes et de la gendarmerie ainsi que la Section technologie, ont travaillé à l'élaboration d'un plan d'acquisition et d'aménagement d'un poste de commandement mobile, dont l'appel d'offres a été lancé en décembre.



### Uniformes

Nous avons pratiquement terminé les négociations avec la Fraternité des policiers et des policières dans le cadre de la révision de l'article 33 et des annexes C1 et C2 de la convention collective qui couvre l'aspect habillement et équipement du personnel policier. En plus, une révision des pratiques comptables municipales nous a permis de revoir la façon de comptabiliser l'inventaire des uniformes. Nous avons également poursuivi l'implantation du système de commande de pièces d'uniformes décentralisé dans les unités.

### Armurerie

Cette année, nous avons entrepris les démarches nécessaires à la mise en place des recommandations du Comité sur les armes à feu, créé à la demande du ministère de la Sécurité publique et visant le remplacement du revolver par le pistolet. Réparti sur six ans, le financement de ce projet est assuré par voie du règlement d'emprunt entré en vigueur le 12 octobre. À la suite d'analyses, de tests balistiques et de consultation auprès du personnel, le choix du Service s'est arrêté sur l'acquisition d'un pistolet de calibre 9 mm. Le 9 août, suite à l'accord du Comité exécutif, trois appels d'offres ont été lancés pour l'achat des pistolets, des munitions et des étuis.

### Information policière

La Section information policière a accru sa participation à plusieurs projets. Mentionnons la préparation, la conception et la diffusion de la formation sur le système automatisé de renseignements criminels (SARC), la rédaction du manuel de l'utilisateur, l'assignation de deux techniciens formateurs pour élaborer le plan de formation sur le Système informatisé de télécommunications intégrées (SITI II) et la formation assistée par ordinateur sur le Tableau de bord.

### Sécurité et intégration des données

L'accroissement des applications, équipements et réseaux de communications informatiques ainsi que les événements du 11 septembre ont amené le Service à se doter d'un plan de relève des systèmes informatiques essentiels aux opérations du Service de police. Pour réaliser ce plan, un contrat a été octroyé à la firme Services Conseils RDI. Par ailleurs, un plan directeur informatique, qui comprend le dossier SARC, le Tableau de bord et le Système administratif de la gestion des alarmes (SAGA), a été élaboré conjointement avec la Division de la gestion des technologies.

### Transition vers la nouvelle Ville de Montréal

Les diverses sections de la Direction du support administratif ont été interpellées pour siéger à différents comités créés par le Comité de transition de la nouvelle Ville de Montréal. Parmi les sujets traités, mentionnons le matériel roulant, les communications, l'informatique, les ressources humaines incluant le programme d'accès à l'égalité, les radiocommunications, les ressources matérielles et immobilières. Ces participations aux divers comités avaient pour but le partage d'expertise des différents services et municipalités, afin de proposer des scénarios de fonctionnement au Comité de transition pour faciliter la prise de décision dans le cadre de la création de la nouvelle Ville de Montréal.

### Produit par la Division des affaires corporatives

Michel Beaudoin  
Assistant-directeur / Adjoint au directeur  
Chef de la Division  
des affaires corporatives  
1441, rue Saint-Urbain, 9<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2X 2M6

**GESTION DE PROJET,  
COORDINATION,  
RÉDACTION ET RÉVISION**  
Louise Boisclair, M.A.  
Conseillère aux affaires publiques  
Division des affaires corporatives

**COLLABORATION À LA RECHERCHE  
ET RÉDACTION**  
Mario Leclerc, M.B.A.  
Inspecteur, conseiller  
Direction de la gendarmerie

Robert Chartrand, L/D  
Conseiller  
Direction des enquêtes

Line St-Germain  
Assistante administrative  
Direction du support administratif

Gilbert Cordeau, Ph. D.  
Conseiller en planification  
DPOsBRD

Alain Boyer, assisté de Lyne Pelletier  
Responsable de la statistique  
Section information policière

Louise Bérubé, Ph. D.  
Adjointe au chef  
DPOsBRD

Gilles Lelièvre  
Inspecteur-chef  
Division des affaires internes

**CORRECTION D'ÉPREUVES**  
Richard Désormeau

**COORDINATION GRAPHIQUE**  
Norman Hogue

**GRAPHISME**  
Émergence, création visuelle inc.

**PHOTOGRAPHIES**  
Division de l'identification judiciaire

**IMPRESSION**  
Imprimerie Gibraltar

ISBN : 2-922389-09-X Français  
ISBN : 2-922389-10-3 English

Dépôt légal :  
Bibliothèque nationale du Québec,  
Bibliothèque nationale du Canada

Mai 2002  
Disponible sur le site Internet :  
www.spcum.qc.ca  
Also available in English.



**Conseil de direction  
au 31 décembre 2001**

**Membres :**

**M. Michel Sarrazin**  
Directeur du Service

**M. Richard Mc Ginnis**  
Directeur adjoint  
Direction des enquêtes

**M. Robert Montanaro**  
Directeur adjoint  
Direction de la gendarmerie

**M. Jean-Yves Michaud**  
Assistant directeur  
Direction du support administratif

**M. Serge Gascon**  
Aspirant directeur adjoint  
Direction des enquêtes

**M. Pierre-Paul Pichette**  
Aspirant directeur adjoint  
Direction de la gendarmerie

**M. Marc St-Laurent**  
Assistant directeur  
Bureau de l'administration  
Direction des enquêtes

**M. Robert St-Jean**  
Assistant directeur  
Bureau de la gestion opérationnelle  
Direction des enquêtes

**M. Jacques Lelièvre**  
Assistant directeur  
Bureau de l'administration  
Direction de la gendarmerie

**M. Yves Charette**  
Assistant directeur  
Bureau de la gestion opérationnelle  
Direction de la gendarmerie

**M. Michel Beaudoin**  
Assistant directeur  
Adjoint au directeur  
Affaires corporatives

**M<sup>me</sup> Diane Bourdeau**  
Assistant directeur  
Division planification,  
orientations stratégiques  
et budgétaires, recherche  
et développement

**M<sup>e</sup> Denis Asselin**  
Assistant directeur  
Division des services juridiques

**Observateurs :**

**M. Gilles Derouin**  
Inspecteur-chef  
Responsable de l'Itinéraire  
du changement

**M. Yves Surprenant**  
Inspecteur-chef  
Chef de la Section  
des communications

**M<sup>me</sup> Francine Chometon**  
Assistante administrative